

L'égalité dans le canton de Vaud et sur notre lieu de travail, c'est maintenant !

Malgré les années de lutte et le puissant mouvement de la grève féministe en 2018- 2019, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas encore acquise, c'est un fait. Et elle ne l'est ni en Suisse, ni dans le canton de Vaud. Elle ne l'est pas non plus dans les écoles vaudoises, alors même que l'école a un rôle primordial à jouer car elle permet non seulement de thématiser l'égalité entre les femmes / filles et les hommes / garçons, mais également de la promouvoir.

En 2019, nous étions 60'000 dans les rues de Lausanne et 2'000 grévistes dans les écoles vaudoises. Ce 14 juin, à nouveau, nous, femmes et hommes solidaires, nous nous mobilisons partout en Suisse pour l'égalité, contre les discriminations et le sexisme, sur nos lieux de travail, dans les foyers, dans les quartiers.

Considérant:

- Que depuis la grève de juin 2019, nos revendications, adressées au Conseil d'Etat ainsi qu'à notre Cheffe du Département d'alors, Mme Cesla Amarelle, n'ont pas été considérées et jamais négociées jusqu'ici ;
- qu'en conséquence, quasiment aucune mesure n'a été prise depuis pour l'égalité dans les écoles vaudoises (conditions de travail et enseignement dans une perspective d'égalité) et que l'égalité n'est donc de loin pas acquise;
- qu'à ce jour, aucune négociation n'a été ouverte avec les syndicats par l'employeur sur l'un ou/et l'autre des autres éléments précités (à l'exception du dispositif contre le harcèlement (RCTH) - réclamé depuis des années par les organisations syndicales - sur lequel des négociations viennent de débuter, à ce jour);

le personnel de l'EPS Crissier se mobilise donc collectivement toute la journée de ce 14 juin 2023.

Parce que l'égalité est un droit, et qu'elle n'est toujours pas appliquée dans les faits, ensemble, nous, salarié·e·s du canton de Vaud, femmes et hommes solidaires, nettoyeuses, enseignant·e·s, secrétaires ..., nous continuons à nous battre pour qu'enfin les choses changent.

Nous demandons l'ouverture de négociations immédiates sur les revendications déposées par les organisations syndicales ainsi que la mise en place sans délai des mesures demandées par ces derniers, tant sur le plan de l'État de Vaud que pour le DEF.

Nous mandatons les organisations syndicales qui nous représentent à nous soutenir dans nos revendications et dans notre lutte.

Nous nous déclarons d'ores et déjà prêt·e·s à nous mobiliser à nouveau dans les mois à venir, y compris en faisant la grève dans les mois qui suivront, si le Conseil d'État et le DEF ne devaient pas répondre positivement à cette exigence. Nous n'attendrons pas le 14 juin 2024 pour obtenir des réponses.

Pour l'égalité dans les écoles, par solidarité pour toutes les femmes !

Résolution votée à l'unanimité
Crissier, le 14 juin 2023